

AOC- E. Balibar – 24 et 26 juin

## Le peuple à venir (1/2) : union de la droite vs front populaire

[Étienne Balibar](#)

Face à l'hypothèse invraisemblable – mais qu'on ne saurait pourtant exclure – d'un partage consensuel du pouvoir entre Macron et le RN, il convient de réfléchir à ce que veut dire un Nouveau Front Populaire, sans le théoriser mais en pointant tout à la fois ses difficultés et ses potentialités.

La catastrophe politique qui s'est abattue sur la France le 9 juin dernier a pris de court beaucoup d'entre nous, et pourtant elle était largement annoncée. D'abord par les sondages, même s'il ne faut pas toujours les croire. Mais surtout, par les décennies de montée du Front-Rassemblement National dans les élections et dans l'opinion, qui ne cessait de s'accélérer en élargissant sa base dans la dernière période.

Derrière cette ascension, une série de causes qui convergent, et dont chacune est bien connue. Erreurs des responsables politiques « républicains » qui se sont crus capables d'instrumentaliser Le Pen ou sa fille (faut-il oublier que Mitterrand lui-même y céda ?). Acceptation rampante de l'idée que « l'immigration est un vrai problème », non seulement économique (alors que sans les immigrés, y compris sans papiers, la France ne tournerait pas), mais par la diversité culturelle ou religieuse qu'elle installe dans la société française comme partout dans le monde. Compromis avec l'idéologie sécuritaire et autoritaire dont le RN est le propagandiste inlassable. Mais aussi ignorance ou mépris des angoisses et des souffrances qu'engendre dans la société une mondialisation dévastatrice, qui partout aujourd'hui favorise la montée du nationalisme. Exténuation du débat politique au profit d'une gouvernance fondée sur le postulat de « l'ignorance du peuple » et d'une invasion de l'espace public par les « réseaux sociaux » commercialisés.

En conséquence, dénigrement hautain ou répression violente de tous les mouvements qui, année après année, expriment les demandes de la société et recréent de la participation civique. Et pour couronner le tout la démoralisation et la désorientation que produisent sur le « peuple de gauche » les divisions, la stagnation intellectuelle, l'esprit de chapelle, les revirements opportunistes ou les trahisons répétées de leurs engagements des partis que leur histoire destinait à incarner une alternative au système économique dominant – un capitalisme financier de plus en plus féroce et arrogant.

Que fallait-il en attendre d'autre qu'une brutale avancée populiste, à laquelle travaillaient de longue date les héritier(e)s du vieux fascisme à la française ? Elle vient de se produire. Comme disent les manuels de philosophie, « la quantité s'est changée en qualité ». En l'espace d'une journée nous voici dans un autre paysage, voire dans un autre monde. Et surtout dans un autre avenir. La révélation, au soir d'une consultation réputée « sans enjeu national », que ladite Extrême-Droite (RN, plus « Reconquête », plus une proportion à déterminer des « Républicains ») était potentiellement majoritaire dans le pays, a donc été vécue comme un traumatisme.

On devine ce que signifierait l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen, Jordan Bardella et leur équipe : extinction des libertés publiques au profit d'une police dégagée de tout contrôle et de toute obligation, monopole des empires médiatiques ultra-conservateurs et de leur emprise sur la culture et l'information, régression des droits sociaux et démantèlement des services publics, xénophobie meurtrière encouragée et même officialisée, ordre moral, sanitaire et pénitentiaire...

Ce premier choc a été immédiatement suivi d'un second aux effets beaucoup plus contradictoires : l'annonce « régaliennne » par le Président de la République, atteint de plein fouet par le succès de l'adversaire qu'il avait lui-même désigné, de la dissolution de l'Assemblée Nationale et d'élections à suivre, pratiquement sans campagne. Car ce coup de théâtre concocté avec une poignée de conseillers irresponsables, à l'insu du gouvernement et au grand dam de ses propres fidèles, en révélant l'imminence du danger d'un changement

de régime, a mis au pied du mur tous ceux qui ne peuvent se résigner à entrer ainsi dans la nuit sans rien faire. Trop d'expériences historiques nous enseignent qu'on n'en sortirait qu'à la longue, en payant un prix effroyable. Si on en sort.

Pour tous les citoyens que nous sommes, il n'était pas question de se dire : laissons filer cette mauvaise manche, et attendons qu'ils démontrent leur incapacité... L'évidence était au contraire qu'il fallait un sursaut, un rassemblement, une mobilisation. Des appels ont paru en ce sens, élaborés en quelques heures. Un petit groupe de responsables de gauche qui, dans les décombres de la NUPES, avaient maintenu entre eux des liens de confiance et d'imagination, a pris l'initiative de convoquer les partis, marginalisant du même coup ceux qui sur les deux bords avaient transformé la compétition électorale en une fracture idéologique et personnelle. Les syndicats restés unis depuis la campagne contre la réforme des retraites ont appelé à manifester pour une union de combat des forces sociales et démocratiques.

Un électron libre de La France Insoumise, le député François Ruffin, a lancé l'idée d'un nouveau « Front populaire », aussitôt plébiscitée, enrichie d'une référence explicite à l'écologie, et inscrite par son nom même dans une tradition qui associe l'unité des forces de gauche avec le barrage républicain devant le péril fasciste. C'est cette idée qui guide désormais l'élaboration de la stratégie électorale et du programme des quatre partis aspirant à la majorité dans la prochaine assemblée, et forme l'horizon des mobilisations, des concertations qui s'esquissent. Je simplifie, bien sûr. Le choc n'est pas atténué, le rapport des forces dans le pays ne s'est pas inversé, mais une perspective de résistance et d'alternative s'est ouverte, et par conséquent une espérance est revenue. Le pire n'est pas sûr, la défaite collective annoncée pourrait se retourner en contre-offensive, si beaucoup de conditions favorables sont réunies.

Je m'inscris pleinement dans cette perspective. Parmi d'autres, dans toute sorte de cadres qui peuvent être locaux, professionnels ou nationaux, je veux essayer d'y contribuer comme citoyen et comme intellectuel. Pour autant, je n'ai aucune prétention, ni à peser sur des décisions et des négociations, ni à dessiner des orientations. Plutôt, à mon intention et celle de qui voudra bien, le cas échéant, y confronter d'autres hypothèses, je me propose ici de « *problématiser* » cette idée de front populaire, en déployant à la fois ses difficultés et ses potentialités. Je suis sûr qu'elle ne sort pas de rien, mais je vois aussi qu'elle a quelque chose d'une « trouvaille », dont l'expérience dira si elle fut ou non heureuse.

Je suis frappé à la fois par le nombre des propositions qu'elle stimule et par les imprécations qu'elle suscite, instaurant d'emblée une polarisation qui pourra évoluer (et dont il faut espérer qu'elle engendre plutôt des clarifications que des procès d'intentions).<sup>[1]</sup> Il ne s'agira certes pas pour moi d'en fournir une « théorie », mais de pointer, au travers de quelques questions d'histoire, de langage ou de stratégie, la nature des obstacles que j'entrevois et les ressources qu'on pourrait leur opposer.

## **Le « risque » pris par Macron et le jeu de la droite : le troisième scénario**

La première question qui me semble devoir être discutée, même si – vu la structure des institutions et la méthode assez particulière du pouvoir actuel – toute réponse doit comporter une part de supputation, c'est celle de la stratégie suivie par le Président et des options qu'il envisage.

La presse depuis le début a martelé l'idée qu'il « prend un grand risque » ou qu'il « joue au poker ». C'est l'évidence, à condition de préciser que le risque est pour lui et ceux qui le suivent, mais surtout pour les autres, pour le pays et donc pour nous tous, matériellement, existentiellement. Risque de blocage des capacités de gouvernement, voire de chaos et d'affrontements violents, ouvrant la voie à des initiatives autoritaires : la Constitution de la Ve République, en partie rédigée sous l'influence d'idées schmittiennes concernant « l'état d'exception », offre à cet égard des facilités. Risque de crise des finances de l'État, mettant en péril la continuité des services publics et les politiques économiques, sous l'effet d'une explosion de la dette. Risque de délégitimation du système politique représentatif. Etc.

Mais si l'on revient aux objectifs du Président, je vois que deux scénarios seulement sont principalement envisagés par les analystes : celui d'un improbable « rétablissement » du macronisme qui, contre toute logique, aurait réussi à se présenter de nouveau comme le rempart devant l'arrivée du lepénisme au pouvoir, et celui d'une victoire du RN (désormais soutenu par plusieurs alliés) qui obtiendrait la majorité absolue et imposerait la cohabitation. Laquelle s'annonce conflictuelle, donc exposée à toute sorte de secousses intérieures et extérieures. Le Président en effet, s'éloignant du modèle gaullien dont il imite à l'occasion les attitudes, a exclu de démissionner en cas de défaite de son camp.

Ces hypothèses sont de bon sens, mais il me semble qu'on en écarte trop vite une troisième, encore plus « risquée » que les précédentes, qui découle des forces en présence, de l'évolution de leur discours, et de tendances observables internationalement : celle de l'alliance « contre nature » entre les adversaires, et donc d'un partage du pouvoir *consensuel* entre Macron et le RN, incarné par Bardella Premier ministre (Marine Le Pen se tenant plus ou moins en retrait). Consensuel ne voulant pas dire, évidemment, dénué d'arrière-pensées et d'intentions meurtrières : on peut s'entendre pour chercher à mieux se détruire.

Sans doute cette hypothèse est invraisemblable.<sup>[2]</sup> Une série d'objections se lèvent contre elle. D'abord les résistances qu'elle suscitera au sein des deux camps. Et donc les défections qu'elle entraînera (surtout du côté macroniste, car il est à prévoir que l'accession au pouvoir représentera pour les politiciens d'extrême droite qui ont 2027 en ligne de mire une prime valant toutes les concessions). Ensuite les questions de vanité personnelle, indissociables de la répartition des domaines réservés et des prérogatives entre la présidence et le gouvernement, donc de la façon dont seront négociés les compromis et les tournants. Et pour finir, ce qui n'est pas le moindre, la question des divergences de programme et de mots d'ordre.

Le RN augmente son électorat en tenant le langage d'une violente critique du « macronisme » et plus généralement du « système » (vieille tradition de l'extrême droite), il s'est proclamé le défenseur du niveau de vie et de la dignité des petites gens, l'adversaire intransigeant de la technocratie dont Macron et son entourage apparaissent comme de pures incarnations. Son « souverainisme national » paraît aux antipodes de l'europhisme que Macron proclame en Sorbonne et dont il prétend être le leader dans les instances communautaires. Cela vaut à la fois pour la position envers la Russie et la conduite de la guerre où l'Union Européenne est impliquée en Ukraine, et pour la protection des entreprises françaises contre la concurrence internationale. Et pourtant... La décision que Bardella a prise immédiatement de retirer de son programme l'abrogation de la réforme des retraites, montre que les principes sont flexibles. Interprétée comme une façon de faciliter l'alliance avec la droite « traditionnelle » (LR), cette décision pourrait aussi bien – avec d'autres du même genre – faciliter l'entente avec les Macron, Darmanin et Lemaire, pour qui cette réforme imposée contre tout le pays est devenue un totem.

En politique internationale, le modèle « occidentaliste » de Giorgia Meloni peut montrer la voie, en permettant du même coup de relâcher certaines liaisons devenues dangereuses avec Moscou. Il n'en faut pas trop évidemment, car l'électorat se sentirait trahi dès le premier jour (comme les électeurs de gauche par Hollande en 2012). Ou plus exactement il faut une certaine science du double langage. Mais sauf à prendre avant l'heure le risque d'une crise institutionnelle, le RN a besoin de Macron et de la technocratie qui l'entoure pour pouvoir utiliser la machine administrative de l'État, dont la culture et les réseaux d'influence lui sont largement étrangers (à l'exception notable de la police).

Macron de son côté a besoin d'éviter une guérilla entre les pouvoirs (dont les précédentes cohabitations de la Ve République ne donnent qu'une pâle idée) s'il veut continuer de se présenter en « patron » sur la scène internationale (ce qui est son point de vanité par excellence), et éviter la dégradation de la France auprès des institutions financières européennes et mondiales. Et l'on peut parier sans grand risque d'erreur que les responsables et porte-paroles du capitalisme français pèseront de tout leur poids dans ce sens, en invoquant le réalisme économique, l'intérêt national, les risques « systémiques » d'un conflit politique ouvert au cœur de l'Europe.

Or les premiers terrains d'entente, permettant d'aplanir les différends sinon de concilier tous les intérêts, peuvent déjà être désignés. J'en vois au moins deux, gros comme des maisons. Le premier c'est la xénophobie, donc la politique de répression des migrants et des réfugiés, que le vote de la loi Darmanin, instituant pour la première fois en France la « préférence nationale », a fait plus que mettre en route avec les voix du RN. À quoi s'ajoute bien entendu la guerre au « communautarisme » et au « séparatisme » qui vise des millions de résidents et de citoyens d'origine étrangère, sur des bases en fait raciales.

Le second, c'est le programme de restauration de « l'autorité » civile, scolaire, familiale, et de promotion du patriotisme dans la tradition conservatrice et militariste. Ce programme fait très bon ménage avec une défense de « l'universalisme » entendu comme un effacement du droit des minorités auquel, même au prix de quelques déboires, la présidence Macron a souscrit de longue date, converge pleinement avec les valeurs proclamées du RN : increvable pétainisme français. Cela ne fait pas un « programme commun » mais quand même une sérieuse base de départ.

On voit ainsi se dessiner un scénario bourré d'obstacles mais qu'il serait stupide d'exclure a priori : guerre « à outrance » pendant la période électorale entre les porte-paroles des deux camps (dont Macron lui-même), suivie immédiatement, si le résultat lui est défavorable (et si, point bien sûr capital, la gauche ne réussit pas à bloquer l'engrenage), d'un nouveau coup d'éclat et d'une nouvelle « prise de risque » : dans l'intérêt du pays, pour sauver la République et la place internationale de la France, pour barrer la route à l'anarchie (c'est-à-dire au Front populaire), il faut réunir le centre et l'extrême-droite (en incorporant au passage la vieille droite) et les faire travailler ensemble. Ainsi le retour à une bipolarisation de la vie politique française au détriment des tentatives de gouvernement « ni de droite ni de gauche », annoncé par certains politologues, deviendrait un fait accompli.

Réalité brutale, synonyme non pas d'un *conflitto civile* ou d'une réactivation de « l'agonisme » politique dont parlent d'autres théoriciens (et que j'ai appelé ailleurs la « démocratie conflictuelle »), mais de criminalisation des oppositions et de normalisation de l'état d'exception. C'est contre ce danger aussi qu'il nous faut trouver la parade, ou plutôt c'est cette configuration qu'une politique de front populaire doit retourner en son contraire, du point de vue du rapport des forces et des projets politiques à installer au premier plan.

## **Front populaire et union de la gauche : où est la différence ?**

Voilà pourquoi ce n'est pas, je crois, perdre son temps que de remonter dans le temps et comparer les circonstances historiques. La référence au « Front populaire » est récurrente dans l'imaginaire politique français, elle pourrait passer pour purement symbolique, alors qu'elle soulève des questions de fond. Le plus souvent cependant, appelée par la défense des institutions qui ont leur origine dans l'expérience unique en son genre de 1936-38 (comme les congés payés ou l'école unique), elle est simplement invoquée pour montrer ce que peut faire l'union des partis de gauche en matière de droits du travail, de culture, d'éducation, de santé publique, bref de gouvernement au service de la grande majorité du peuple.

À ce titre elle est revenue plusieurs fois dans notre histoire contemporaine (en particulier, autre exemple décisif, après l'insurrection de Mai 68 dans la formation de « l'Union de la gauche » avec son programme commun, qui a débouché sur l'élection de Mitterrand à la Présidence). Mais la décision que viennent de prendre les partis de gauche ajoute un élément stratégique qui oblige à aller plus loin dans l'examen des analogies et des différences, pour essayer d'en tirer des enseignements pratiques.

Il y a deux raisons principales à cela. La première, évidente, c'est que le « front populaire » qui vient de s'esquisser constitue comme en 36 une réponse directe à la gravité du danger « fasciste » (ou si l'on préfère attendre un peu pour examiner la pertinence de cette catégorie, du danger de prise de pouvoir par l'extrême droite qui est une menace mortelle pour la démocratie). Comment fait-on reculer le fascisme ou ses succédanés ? En réunissant quelles forces dans la société et en leur conférant quel genre d'organisation ? C'est la première question à propos de laquelle il faut interroger l'exemple du « premier » *Front populaire*.

La seconde, qui en est l'autre face, c'est qu'il y a dans l'histoire de notre pays une différence qualitative entre plusieurs types d'union : ou bien il s'agit plutôt d'une *union de partis* (qu'on peut appeler un « cartel »), même soutenue par des mobilisations qui les excèdent, pour proposer aux électeurs une « offre » commune ; ou bien il s'agit d'un *mouvement de masse* dont les protagonistes sont les citoyens eux-mêmes (et les partis l'un des cadres d'organisation en même temps que l'instrument dans le champ des institutions politiques).

La première formule est tout naturellement appelée par une échéance électorale (ce qui, n'en doutons pas un instant, est l'urgence actuelle). Mais elle est par définition à la merci des vicissitudes de l'élection et de ses lendemains, ce qui veut dire qu'elle peut voler en éclats dans le cas d'une défaite ou, plus ou moins rapidement, dans le cours d'un exercice du pouvoir qui voit resurgir la tentation, pour chaque composante, de faire prévaloir son programme, et de trouver pour cela des appuis *propres* dans l'opinion.

La seconde suggère au contraire qu'une urgence historique s'est fait sentir qui a généré un *affect commun* dans le cœur des citoyens, faisant passer au second plan la multiplicité de leurs intérêts et de leurs idéologies, capable de créer au quotidien ce que le philosophe Jacques Rancière appelle « une communauté de lutte qui est en même temps une communauté de vie », mise au service non seulement d'un *programme* de gouvernement, mais d'un *projet* de société qui vise à transformer les conditions de l'existence. On dira que ce sont là des « idéal-types » très simplificateurs, et que la réalité des expériences historiques se situe toujours quelque part entre les deux.

Les citoyens, en tant que « sujets », adhérant à des partis ou suivant leurs consignes, investissent toujours dans leurs choix une conviction ou une passion transformatrice ; et les « multitudes » en mouvement vers l'avenir qu'elles croient pouvoir se forger en défiant l'ordre établi n'en sont pas moins aux prises avec des problèmes de représentation, de discipline, de tactique, de *leadership*, qui relèvent de la politique partisane. C'était manifestement le cas en 36 (pensons à la question de la « participation gouvernementale » des communistes), et ce fut à nouveau le cas dans la séquence qui s'étend de mai 68 à la Présidence Mitterrand, ou plutôt, si j'en crois mes souvenirs personnels, jusqu'à la crise de l'union autour de « l'actualisation du programme commun » qui engendra l'échec électoral de 1978. Les germes d'une union à la base (ou, comme nous disions à l'époque, « dans les luttes ») avaient été jetés, surmontant le grand clivage entre mouvement ouvrier revendicatif et « nouveaux mouvements sociaux » anti-autoritaires, mais les calculs et la rivalité des deux partis de gauche, même recouverte par un pacte de gouvernement, l'avait privée de sa capacité de peser sur la politique menée en commun, ce qui allait se payer très cher après 1981.

Mon sentiment, pour le dire simplement, est que notre « nouveau Front populaire » se trouve pour l'instant en suspens entre les deux formules. Il y a une alliance électorale, sous-tendue par la nécessité de résister à la vague d'extrême droite en évitant les combats fratricides, et par la conviction que la force du RN est pour une part importante le contrecoup du « vide » politique creusé par l'absence d'une force de gauche stable, suffisamment organisée, suffisamment armée idéologiquement, c'est-à-dire dotée au moins virtuellement d'un programme qui s'inscrit dans un projet d'avenir. En quelques jours, à peine conclue, cette alliance a fait preuve d'une assez étonnante capacité d'initiative qui a déstabilisé, en fait, ses adversaires (surtout du côté du pouvoir, qui avait escompté que la place à gauche resterait stratégiquement inoccupée).

Ses fragilités n'en sont pas moins apparues tout de suite (et le gouvernement les exploite immédiatement) : un François Hollande venant, toute honte bue, se replacer dans le dispositif électoral pour – on l'imagine – en freiner la volonté de « rupture » avec le passé qu'il incarne plutôt que pour l'appuyer ; ou Jean-Luc Mélenchon réaffirmant aussitôt son emprise sur le parti qu'il a fondé « personnellement », au détriment de députés sortants qui sont des figures représentatives de la tendance unitaire en son sein et laissant entendre qu'il dominerait ainsi de l'extérieur le groupe parlementaire... Mais surtout, rien de tel qu'un mouvement de citoyens « de base » n'existe (ou n'existe encore) à côté de l'alliance électorale, susceptible de l'appuyer, de l'encourager et de la contrôler, bien qu'il y ait des appels, des manifestations, des réunions ou des échanges sur les réseaux sociaux.

Il est évident qu'un mouvement ou une mobilisation qu'on puisse dire « massive » ne va pas sortir de terre en quelques jours, simplement parce qu'elle serait nécessaire ou parce que des voix la réclament. Mais je crois aussi qu'elle va être difficile (et donc requérir un grand effort de volonté et d'imagination), et qu'il vaut la peine de se demander pourquoi. C'est ici que, de nouveau, un retour sur l'expérience de 36 peut donner des indications précieuses.

## Comment faire pour trouver le peuple ?

Qu'on me comprenne bien. La référence au Front « historique » et l'emprunt de son nom pour lancer la mobilisation contre la victoire annoncée du Rassemblement national, à laquelle le Président Macron a donné un formidable coup de pouce, est une belle invention parce que le moment où nous sommes est caractérisé, comme en 36, par une alternative radicale : ou bien l'État passe au service d'un projet totalitaire, dont les proclamations de « normalisation » ne doivent pas tromper, ou bien un « peuple » de résistants se constitue et s'affirme dans l'urgence, conscient des intérêts fondamentaux qui le réunissent et des buts qu'il faut atteindre, *renversant* ce qui semble être la fatalité.

Telle est bien la grande analogie entre la situation de 1936, au moment où le fascisme s'installe au pouvoir dans un pays européen après l'autre, après la tentative de putsch antiparlementaire de février 34, et la nôtre en 2024, quand la France est gagnée à son tour par la vague populiste, « illibérale » et nationaliste qui s'étend partout dans le monde et notamment en Europe. Mais pour le reste, si on descend au niveau des conditions économiques, des forces sociales, des idéologies, voire des affects, *rien ou presque rien* de ce qui avait permis la formation et le succès (même transitoire) du Front populaire ne semble plus exister. Les différences l'emportent donc, mais qu'est-ce à dire, exactement ?

« 1936 », pour le dire d'un mot, correspond au point d'intensité et de pureté le plus haut qui ait été atteint dans notre pays par la *lutte des classes* en tant que matrice du combat politique et de la personnalité de ses acteurs. L'affrontement entre la démocratie et le fascisme n'a fait qu'intensifier et surdéterminer cette configuration, de telle sorte que les deux logiques ont étroitement fusionné, au point de devenir pratiquement indiscernables dans la conscience des acteurs. « Pain, paix, liberté » : les citoyens et les travailleurs, les militants et les dirigeants du Front Populaire ont d'un seul mouvement défendu la démocratie (de la seule façon possible, en l'élargissant), et imposé (par la grève et l'occupation des usines) les plus grandes « conquêtes ouvrières » de l'histoire du capitalisme.

Cela tient sans doute au *moment* dans lequel cette lutte prenait place, dans l'après-coup d'une guerre, d'une révolution et d'une crise économique mondiale : un des très rares moments historiques où les classes deviennent « visibles » pour elles-mêmes et les unes pour les autres. D'où l'existence d'un puissant mouvement ouvrier (même divisé entre plusieurs organisations), constitué à la fois de syndicats et de partis, d'une solidarité de classe qui faisait partie des conditions mêmes de l'existence quotidienne (comme dans le secours aux chômeurs), et d'un « horizon d'attente » ou d'une utopie qui conféra d'emblée à l'antagonisme politique le sens d'une remise en question du capitalisme (forçant celui-ci au bout du compte à inventer de nouveaux modèles de régulation du travail et de « compromis social »). À quoi s'ajoutait l'arrivée à échéance d'une question constitutionnelle (au sens de la « constitution matérielle ») plus que séculaire, qui était posée au fond depuis la Révolution française, portant sur le choix entre une république oligarchique, gouvernée par des « élites » bourgeoises dans l'intérêt des possédants, et une démocratie républicaine, dans laquelle les classes populaires exercent un pouvoir réel, même s'il n'est pas absolu et passe par des représentants.

On peut alors affirmer que ces classes, malgré les difficultés matérielles dans lesquelles elles se débattaient et la violence de l'agression qui visait à les terroriser, furent historiquement à *l'offensive* et en ont pris conscience, dans la forme précisément d'un « front » dont le langage de transformation sociale était immédiatement intelligible pour ses participants et ses partisans. *Rien de tel aujourd'hui*, répétons-le, ou rien qui puisse immédiatement en constituer l'équivalent.

La politique de la gauche, bien qu'elle se réclame de principes démocratiques, socialistes, communistes, écologiques qui sont pleins de sens, apparaît toujours fondamentalement *défensive* : défensive en face des politiques « néo-libérales » de destruction des droits et des protections liées au travail, défensive devant la privatisation directe ou indirecte des institutions de service public ou leur démantèlement, défensive devant la commercialisation de la culture, défensive devant les formes « atypiques » de crise économique qui sont inhérentes au capitalisme financier, défensive aussi bien devant la mondialisation que devant les réactions populistes et nationalistes qu'elle suscite. Défensive par-dessus tout, peut-être, devant les « catastrophes » qui obscurcissent l'horizon du changement, depuis la catastrophe environnementale jusqu'à la révolution informatique en passant par le retour de la guerre. Car chacune d'entre elles l'enferme dans des dilemmes dont elle n'a pas trouvé la clé (comme celui de la décroissance et de la réduction des inégalités), engendrant *en son sein* des conflits d'intérêts et de principes qui font obstacle, précisément, au *projet*, et privent l'unité d'action d'une base historique que la politique cherchera alors à traduire et à consolider. Par lui-même un *nom* n'y changera rien, sauf s'il évoque des potentialités de la situation encore inaperçues, qu'il faut faire venir au jour.

En poussant ainsi le scepticisme à l'extrême, je cherche à désigner la *tâche* à laquelle une union de forces de gauche doit maintenant s'atteler pour accoucher du « front populaire » dont elle se sent porteuse et dont le besoin lui est apparu comme un impératif de salut public. Or cette tâche comporte deux aspects distincts, mais qui relèvent d'une seule pratique ou action politique collective : il faut *renverser la position idéologique* défensive en une position offensive, faite non seulement de réflexes républicains ou de réponses au danger, mais de véritables projets libérant une « puissance d'agir » qui soit la puissance même du *commun*, réorganisant de fond en comble le régime des craintes et des espérances de la multitude ; et d'autre part il faut *trouver le « peuple »* encore virtuel qui s'appropriera ces projets, inventer le langage dans lequel il puisse discuter de ses intérêts communs et surtout de ses différences et de ses désaccords, sortir « par le haut » des antagonismes hérités de son histoire ou des querelles que suscite l'actualité. Car c'est seulement par *l'élaboration* des « différends » qui le séparent de lui-même, en remontant aussi loin que nécessaire dans les raisons de leur aggravation, que le peuple « manquant », fait de masses hétérogènes et comme étrangères entre elles, trouvera son unité et son identité politique. *Le peuple du front « populaire » n'est pas donné*, d'une certaine façon on peut aller jusqu'à dire qu'il n'existe pas, qu'il est « à venir ».

[1] Je pense en particulier au tir de barrage sur le thème « Blum doit se retourner dans sa tombe » de la part de Manuel Valls, Bernard Cazeneuve et d'autres, à qui l'arrière-petit-fils de Léon Blum, Antoine Malamoud, a [répondu](#) avec rigueur et dignité dans Mediapart.

[2] Ayant écrit ceci, je prends connaissance d'[analyses](#) qui vont dans le même sens : par exemple celle très convaincante de Jean-François Bayart. L'ancien président Nicolas Sarkozy, dont la proximité avec Emmanuel Macron est avérée, vient de déclarer (16 juin) que l'alliance avec le RN telle que cherche à l'imposer Éric Ciotti est « aujourd'hui inopportune », ce qui veut dire qu'elle ne le sera pas nécessairement demain.

## **Le peuple à venir (2/2) : pour un « contre-populisme »**

[Étienne Balibar](#) - Philosophe

Nuit debout, mouvements féministes, Gilets Jaunes », soignants pendant le Covid-19, révolte des banlieues après le meurtre de Nahel Merzouk, lutte contre la réforme des retraites, Soulèvements de la terre ... Il ne s'agit de fusionner ou de subsumer tous ces mouvements sous un « programme » et dans une « stratégie » uniques mais plutôt, dans notre actualité très déterminée (celle du combat contre le RN et ce qu'il

représente), de relancer leur énergie et de trouver leur intersection mouvante, évolutive, en vue de *renforcer le peuple*.

*Le peuple du front « populaire » n'est pas donné*, d'une certaine façon on peut aller jusqu'à dire qu'il n'existe pas, qu'il est « à venir ». C'est sur ce point que je voudrais proposer une hypothèse. Ce n'est évidemment pas le lieu de reprendre la discussion théorique qui a occupé récemment encore toute une partie de la pensée démocratique dite « radicale » à propos de la construction des « hégémonies » politiques, et de la façon dont elles résolvent le problème que pose la *pluralité* des intérêts « émancipateurs » et des « sujets » historiques hétérogènes, pour la transformer en une *force politique* plutôt qu'en un facteur de paralysie et de rivalités idéologiques permanentes.

Il est bien clair, cependant, que c'est de ce problème des « contradictions au sein du peuple » qu'il s'agit, et que nous avons affaire à lui de façon urgente, ne serait-ce que parce que (j'y reviendrai plus bas) le Rassemblement national est désormais capable de rallier des partisans dans presque toutes les classes de la société française (ce à quoi précisément le macronisme a complètement échoué) : il semble en avoir trouvé une solution qu'on peut qualifier de populiste. Le Rassemblement National est bel et bien en passe de *trouver son « peuple »* : qu'en sera-t-il de la gauche ? Du « populiste » au « populaire » il y a à la fois une incompatibilité radicale, et un voisinage, une analogie troublante de la *question posée* qui doit nous solliciter au premier chef.

Voici donc mon hypothèse de travail sur ce point. Je ne pense pas que nous puissions en rester aux deux façons classiques de penser la formation d'un peuple au sens politique du terme, qui ont alimenté les théories et les stratégies de « l'hégémonie » dans la tradition de la gauche européenne et mondiale, marxiste ou non : celle qui raisonne en termes de *groupes sociaux* dont il s'agirait de faire la liste et de concilier les intérêts (les ouvriers ou plus généralement les salariés, les travailleurs indépendants et notamment les agriculteurs, les fonctionnaires et les agents des services publics, les intellectuels et les artistes, etc.), et celle qui raisonne en termes de « *partis* » au sens premier du mot, c'est-à-dire de *choix* opérés par des individus et des communautés entre des valeurs morales concurrentes, religieuses ou laïques, s'exprimant dans des modes de vie et des professions de foi.

Ces deux méthodes touchent certainement à des conditions fondamentales de la politique (y compris la politique de gauche), qui a toujours affaire à des sujets *socialement situés*, ainsi qu'à des *idéologies* ou des « conceptions du monde ». Mais elles sont beaucoup trop abstraites, trop déductives, et pour cette raison même exposées à la mauvaise surprise de s'apercevoir un jour qu'une « classe » développe en son propre sein des intérêts contradictoires ou des exclusions, et qu'une confession ou une idéologie même progressiste n'est jamais à l'abri des plus grandes oscillations entre démocratie et totalitarisme...

C'est pourquoi il me semble que, poussés par la situation d'urgence dans laquelle nous nous trouvons, nous devons *changer de méthode* et chercher une inspiration dans les expériences que nous avons vécues ou observées récemment, en prenant pour base non pas des conditions sociales ou des idées, mais des *mouvements réels*, à la fois sociaux et politiques, dont on peut dire qu'ils sont tous « populaires ». Par définition bien sûr ces mouvements, même quand ils sont massifs, sont plus ambivalents, plus instables, plus éphémères que des types sociaux ou idéologiques. Mais il leur arrive de porter au jour les véritables exigences de la situation et du moment, dont autrement nous n'aurions pas eu l'idée.

La France a connu ces dernières années plusieurs mouvements, qui (sauf peut-être le féminisme, qui connaît des hauts et des bas mais ne disparaît jamais) ont tous été vaincus ou étouffés, ou du moins isolés par une combinaison de répression, de manipulation et d'épuisement, mais ont laissé des traces et peut-être des capacités de renaissance. Je pense en particulier à :

(1) « Nuit debout » (2016) et l'ensemble de la mobilisation contre la « Loi travail » du gouvernement Hollande -Valls, qui a vu converger la défense des droits du travail contre la logique de « compétitivité » des

entreprises avec les expériences de démocratie participative (semblable en cela au mouvement des « places » et des « assemblées » dans d'autres parties du monde) ;

(2) au mouvement des « Gilets Jaunes » en 2018-2019, parti de la protestation contre l'augmentation du prix des carburants qui frappe tous les travailleurs et petits entrepreneurs mobiles et précaires : son invention d'une « occupation » symbolique du territoire et son exigence de consultation démocratique (le référendum d'initiative populaire) ont pu rallier de nombreuses catégories sociales, avant qu'il ne soit durement réprimé par la police militarisée et tourné en dérision par le président ;

(3) à la mobilisation des soignants hospitaliers et des travailleurs des services municipaux pendant la phase aiguë de la pandémie Covid-19 pour pallier l'imprévoyance de l'État et la paupérisation de leurs services, qui elle aussi mais sur un mode très différent a engendré un courant de sympathie et une exigence de reconnaissance ;

(4) à la révolte des banlieues contre le racisme institutionnel et les violences policières, une révolte qui ne s'est jamais éteinte, sous des formes diverses, depuis le début des années 80, mais qui a resurgi au grand jour avec une violence spectaculaire (mais bien moindre que celles de la répression, en réalité) après le meurtre de Nahel Merzouk en juin 2023, et se prolonge aujourd'hui dans un mouvement d'auto-organisation des « quartiers » (dont les porte-paroles viennent de se [prononcer](#) sans équivoque pour la mobilisation en faveur du Front populaire) ;

(5) au mouvement de grèves et de manifestations contre la réforme des retraites rejetée par l'immense majorité du pays, entre janvier et mars 2023, marqué non seulement par l'ampleur et l'obstination des manifestants, mais par la reconstitution d'une « intersyndicale » démocratique, qui a revitalisé la lutte des classes et fait la preuve de sa capacité d'organisation qu'on croyait perdue, sous l'impulsion de remarquables dirigeants ;

(6) aux « Soulèvements de la terre » et plus généralement aux mobilisations contre l'artificialisation des sols, la déforestation et le pompage des nappes phréatiques au profit de l'agriculture intensive, qui s'installent dans la durée, en liaison avec le principal « internationalisme » d'aujourd'hui (celui des écologistes, même si leurs partis sont en capilotade, ou précisément pour cette raison) ;

(7) aux mouvements féministes qui eux non plus ne disparaissent pas, même si conformément à la logique inscrite dans le caractère « paradoxal » de la « classe des femmes », ils ne cessent d'éclater en fractions et de se contredire sur les principes philosophiques : *Metoo* ne les résume pas, mais ce nom a l'avantage de souligner l'importance que revêt en ce moment, pour toutes les femmes, la lutte contre l'acceptation de l'inceste, du viol et de la brutalité viriliste.<sup>[1]</sup>

Ces mouvements qu'on peut assigner à la « société civile » (malgré l'imprécision du concept) témoignent éloquentement de ce qu'elle n'est pas *immobile* ou *résignée*. Mais ils sont *hétérogènes* à tous les points de vue : participants, origines ou occasions, durée, mode d'organisation (ou de spontanéité), tensions internes, références idéologiques ou symboliques, degré de radicalité dans l'opposition à l'ordre social et d'hostilité à ses représentants officiels (ce qui pour une part est bien entendu la contrepartie de l'inégale répression dont ils font l'objet). Ils ne permettent même pas de proposer une définition univoque de ce qu'est un « mouvement », parce que chacun en a réinventé la forme en fonction des circonstances et des objectifs. Mais je dirai hypothétiquement qu'ils sont (ou ont été) tous caractérisés par une réelle capacité de *transformer la défensive en offensive*, le « refus » (ou la colère, ou le désespoir) en affirmation d'un droit, d'une solidarité et d'une volonté de transformation du « monde » dans le sens de l'égalité et de la justice, et pour cette raison *universalisable* à partir des situations et des circonstances qui les ont suscités. En d'autres termes ils sont des « actions citoyennes » (*acts of citizenship*, dit Engin Isin)<sup>[2]</sup> porteuses de cette *utopie concrète* sans laquelle il n'y a pas de politique émancipatrice.

La question qui se pose alors n'est pas de les fusionner ou de les subsumer sous un « programme » et dans une « stratégie » uniques, elle est plutôt, dans notre *actualité* très déterminée (celle du combat contre le RN et ce qu'il représente), de relancer leur énergie et de trouver leur *intersection* mouvante, évolutive, en vue de *renforcer le peuple*, au point de vue de sa cohésion et de ses capacités de construction d'un avenir commun. C'est intentionnellement bien sûr que je reprends ce terme à [un essai](#) de Michel Feher, paru juste *avant* l'événement du 9 juin, qui argumente contre l'idée d'un mouvement social homogène, en plaidant pour une alliance qui serait située au « croisement des causes singulières », en face de l'*union des droites* dont il anticipe remarquablement la venue.

La seule différence que j'introduirai au niveau des mots (mais elle n'est pas négligeable), c'est que je ne pense pas que les causes singulières et les mouvements qui les expriment soient « minoritaires » : je crois au contraire qu'elles sont universalisables, et s'inscrivent par conséquent dans l'horizon d'une majorité virtuelle, à construire par la pratique politique. Mais pour cela il faut que l'intersection des mouvements (ou de ce qui prolonge leur expérience et leur inspiration dans le présent) ne soit pas *vide*, ni d'idées, ni de symboles, ou de mots d'ordre, ni surtout d'acteurs et d'actrices concrets qui « voyagent » entre eux, en passant de l'un à l'autre et discutant de leur articulation (ce que ne sont évidemment pas des « organisateurs » professionnels comme les militants et les cadres de partis). Par exemple dans des « assemblées » comme celles que la première déclaration des organisations convergeant au sein du « front populaire » ont évoquées en parlant de la nécessité de compléter son programme sur les points ouverts ou litigieux par des débats entre citoyens volontaires.<sup>[3]</sup> Les formes traditionnelles de la pratique politique de masse n'ont peut-être pas dit leur dernier mot (comme en témoigne la résilience du syndicalisme), mais les formes nouvelles sont intensément nécessaires et détiennent la clé de l'implantation du « front populaire » dans le tissu social et civique lui-même.

On me dira que je n'ai pas beaucoup avancé car cette rencontre créatrice des mouvements à travers leurs acteurs est tout aussi problématique que le « front populaire » auquel elle est censée procurer une substance, un enracinement dans la vie quotidienne. C'est absolument vrai : je n'ai pas voulu fournir une recette, mais déployer les dimensions du problème qui nous est posé et suggérer une façon actuelle de retrouver l'énergie qui avait permis au Front populaire historique de l'emporter sur ses adversaires, malgré la profonde différence des temps et des conditions. C'est dans le même esprit que je proposerai pour finir une troisième discussion, portant cette fois sur la différence entre le « populiste » et le « populaire » (évoquée ci-dessus), qui me semble devoir former le cœur de l'affrontement à venir (pendant les élections et surtout au-delà, quel qu'en soit l'issue) entre *deux conceptions et deux pratiques de la politique*.<sup>[4]</sup>

## Structure psychologique du lepénisme : la haine et la peur

Le point de départ de cette discussion me semble devoir être une mise au point à propos de ce qui fait la « force » du Rassemblement National dans la France d'aujourd'hui, et qui se traduit par ses conquêtes électorales et son implantation dans les institutions (notamment les municipalités), mais renvoie de façon plus profonde à ce que – parodiant une expression célèbre – j'appellerai la « structure psychologique du lepénisme », c'est-à-dire à la combinaison des affects et des représentations qui se composent en lui et lui donnent son énergie.

Georges Bataille avait parlé de « structure psychologique du fascisme » pour signaler que l'enrôlement des masses (en France, mais surtout en Allemagne et en Italie) dans des mouvements militarisés, soumis au culte du chef et animés par une haine meurtrière de l'étranger, des intellectuels, des communistes et des Juifs, développant un « fanatisme de la normalité et de l'identité », ne s'expliquait pas seulement par des intérêts de classe ou des convictions idéologiques, mais par des pulsions inconscientes, portant au grand jour le fond à la fois libidinal et mortifère du psychisme collectif, résistant à la *normalité*, qu'il appelait « l'hétérogène »<sup>[5]</sup>. Il y a bien quelque chose de cet ordre dans le lepénisme, qui justifie qu'on voie en lui un *fascisme en puissance*, susceptible de réactiver des traditions violentes que la politique « libérale » avait refoulées ou marginalisées, et qui pourraient maintenant faire retour sous de nouveaux vêtements.

Voyons l'Amérique de Trump, l'Inde de Modi, la Russie de Poutine : rien ne nous immunise contre ces tendances. Mais il y a aussi – pour l'instant du moins – des différences, qu'il faut souligner pour ne pas s'imaginer qu'il suffirait de brandir l'idée d'une « mobilisation antifasciste » si on veut bloquer dans les urnes, à court terme, le projet du RN, et commencer d'inverser le rapport de forces qu'il a su créer dans la société. Le RN comporte en son sein des noyaux de jeunes racistes prêts à la violence ouverte, mais il ne met pas dans la rue des milices ou des masses fanatisées. Ce n'est ni sa stratégie ni sa capacité. La raison de son emprise sur un très grand nombre de citoyens est à chercher dans un autre registre : elle ne relève pas tant de la *haine* que de la *peur*, ou de l'angoisse devant les transformations du monde qui les affectent. Plus exactement, elle vient greffer la haine (de « l'Autre » en général) sur un affect fondamental qui est la peur, donc le sentiment de *l'impuissance*.

Quelle peur ? Fondamentalement celle de *l'insécurité* croissante dans laquelle ces citoyens vivent et en voient d'autres vivre autour d'eux (leurs proches, voisins, parents, enfants), ce qui recouvre à la fois *l'incertitude* quant à l'avenir professionnel, familial, scolaire (qui dira les ravages de la dégradation du système d'enseignement, de la valeur des diplômes et de la sélection planifiée que symbolise « Parcoursup » ?), et *la certitude* grandissante du déclassement, en termes de niveau de vie, de stabilité ou de précarité, de qualité des emplois et de l'environnement urbain et péri-urbain, de considération de la part des administrations et des « élites » dirigeantes. Ces sentiments ne concernent pas des *fractions* de la société, qu'on pourrait considérer comme « marginales », mais un spectre immense de catégories sociales qui se retrouvent situées *au milieu*, « entre » les riches (de plus en plus riches) et les pauvres (de plus en plus pauvres), ceux pour qui les protections et les solidarités s'effondrent au profit de la concurrence acharnée (dans laquelle il y a toujours plus de perdants que de gagnants) et de l'abandon, quand ce n'est pas du mépris.

De bons sociologues ont proposé à cet égard une catégorie éclairante, celle de la « conscience triangulaire », pour exprimer que le sentiment d'aliénation des classes populaires au sens large, englobant tous les individus qui, aujourd'hui, sont privés de capital financier ou culturel, se tourne dans deux directions à la fois : vers les « dominants », avec ressentiment devant leur enrichissement de plus en plus concentré et de plus en plus arrogant, leur « séparatisme » social, et vers les « exclus », avec répulsion devant le sort qu'il semblent préfigurer pour tous.<sup>[6]</sup> Le second affect est plus violent encore que le premier, car les citoyens du « milieu » n'ont aucune illusion quant à la possibilité de changer quelque chose à la concentration des privilèges et des richesses (c'est-à-dire au capitalisme), en revanche ils sont obsédés par la crainte du déclassement ou de la chute, et l'amplifient fantasmatiquement.

La stratégie du Front National (accentuée depuis sa transformation en Rassemblement National) a consisté à exploiter au maximum le sentiment de l'insécurité existentielle, qui se double du sentiment d'une *impuissance* généralisée, en lui ajoutant deux ingrédients qui mobilisent les angoisses « primaires » de la psychologie individuelle et collective : face à la *violence*, en associant l'insécurité économique avec la criminalité, la « décivilisation » ou l'effacement des frontières entre la pauvreté et la délinquance, et face à *l'altérité* en fusionnant la crainte du déclassement avec la hantise de ne plus pouvoir se distinguer des « étrangers » (ou de ceux parmi les concitoyens qui sont toujours réputés étrangers, et pour cette raison cantonnés dans le « bas » de l'échelle sociale). Peuvent alors proliférer de façon circulaire (dans une *boucle de renforcement*) les angoisses de chute ou d'abandon (en particulier d'abandon de la part de *l'État*) et les imaginations complotistes : les étrangers viennent en masse (ou sont *envoyés* en masse) pour nous « remplacer » et pour prendre le pouvoir politique, monopoliser les emplois et les avantages sociaux, en nous précipitant à leur place « inférieure ». Ils entretiennent la délinquance et corrompent les gouvernants (ou les mettent à leur service). Leur présence a « détruit » un ordre social qui aurait pu durer indéfiniment. Et paradoxalement (scandaleusement) l'État (*notre* État) les « protège » (c'est-à-dire qu'il ne les chasse pas ou ne les réprime pas, en tout cas pas assez visiblement). Ce qui semble indiquer qu'il s'est en quelque sorte *dénationalisé*.

## La centralité contradictoire de l'État

Tout ceci est d'une certaine façon bien connu. Je ne prétends donc à aucune originalité. Mais je voudrais proposer quatre commentaires :

1) Il ne faut certes aucunement sous-estimer la puissance de mobilisation et les potentialités meurtrières des affects qui relèvent de la *haine de l'autre* et qui conduisent à souhaiter que la violence, notamment policière, s'exerce « préférentiellement » à l'encontre des personnes racisées qu'on continue d'appeler « immigrées » à la deuxième, troisième ou quatrième génération (et en fait indéfiniment). Il ne faut pas non plus oublier que ces affects héritent des représentations laissées par la colonisation et du ressentiment que beaucoup de citoyens français éprouvent envers les peuples « non-blancs » qui nous ont « dépossédés » des privilèges de l'empire.

Mais (c'est du moins la thèse que je soutiendrai) il faut bien se rendre compte que la peur est plus profonde que la haine, ou du moins que sa persistance est ce qui rend difficile, voire impossible, de se libérer de la haine, que ce soit par un effort du cœur ou de la raison. La haine se fixe sur des « objets » (naguère les riches, aujourd'hui les pauvres, ou les plus pauvres, pour aller à l'extrême), mais la peur explique qu'il soit impossible (ou très difficile) de croire à la possibilité d'un monde meilleur, plus égalitaire ou plus juste, qui permettrait de « ne pas haïr » ceux dont on diffère.

2) La peur est un affect qui naît et prolifère dans l'imaginaire, on peut dire que c'est un fantasme dont les individus sont la source, même s'ils n'en sont pas maîtres. Mais *l'insécurité* dont elle procède n'a rien d'imaginaire : elle est tout-à-fait réelle, et devenue *la condition* dans laquelle vivent des masses de plus en plus nombreuses de citoyens du monde d'aujourd'hui. Et surtout elle est la condition dans laquelle ont été précipitées des populations qui avaient des degrés divers en avaient été *protégées* jusqu'à une date relativement récente du fait de leur appartenance nationale et comme résultat de leurs propres luttes et efforts, telles que les populations des nations bourgeoises « impériales » du « Nord ». Tel est le résultat des politiques néolibérales qui brutalisent toute la société pour promouvoir la mondialisation et la dérégulation (l'Europe « communautaire » jouant à cet égard un rôle extraordinairement pervers de *protection destructrice*, d'autant plus terrifiant qu'elle apparaît comme située en quelque sorte *au-dessus du souverain*).

Ce résultat est particulièrement ressenti là où, comme en France, l'État social (que j'ai proposé ailleurs d'appeler « État national-social ») avait atteint un haut degré d'universalité et d'efficacité, sous l'effet de longues luttes de classes mais aussi d'une orientation « solidariste » de l'État et de ses politiques publiques. Il est donc absolument vain de vouloir faire reculer les peurs et les haines qui se sont *intériorisées* et *collectivisées* si on ne dispose d'aucun moyen et d'aucune intention de combattre l'insécurité sociale (Robert Castel) et ses causes structurelles, mondiales, durables. La promesse de « récupération du passé » que porte le Rassemblement National a beau avoir toutes les caractéristiques d'une imposture, elle répond à l'expérience réelle.

3) Précisément, *l'État* est le pivot, ou le point de « nouage » des éléments psychologiques et des contraintes structurelles (économiques, sociales) à l'œuvre dans ce complexe. Bien sûr, « l'État » au singulier, ça n'existe pas, ce n'est qu'un *nom* pour un ensemble très complexe, pas du tout cohérent, d'institutions d'âge et de statut juridique différent, de puissance « normative » ou « coercitive » inégale, réparties à travers toute la société... le « chef de l'État » n'en est qu'une petite partie, constamment exposée à surestimer son pouvoir. Mais ce nom recouvre des effets bien réels qui se reflètent dans la conscience de ceux qui ne pourraient pas vivre sans les subsides qu'il leur fournit ou prescrit légalement de leur attribuer.

Au cours du XXe siècle, en France et ailleurs, l'État a considérablement changé par rapport à l'organisme de pouvoir « souverain » venu de l'*imperium* médiéval et monarchique et « réapproprié » par les représentants élus du peuple à l'époque moderne. Ainsi que l'a défini Michel Foucault dont on peut généraliser la formule, l'État est le pouvoir ou l'instance qui pour les citoyens est chargée de « faire vivre ou laisser mourir ». Pour ma part j'ai parlé d'État « national social » pour marquer que les politiques sur lesquelles repose désormais sa légitimité ne concernent pas tant la « défense de la société » contre ses ennemis intérieurs et extérieurs ou l'assujettissement à une idéologie dominante que la capacité d'organiser des services publics « universels »

et de garantir en droit des ressources et des aides personnalisées (comme les allocations familiales) dans un cadre *national* (ce qui ne veut pas dire que les bénéficiaires doivent en être définis par leur *nationalité* : cela dépend de l'idée que l'État et les citoyens se font de la « communauté » qui vit et travaille sur son territoire).

Ce qui en revanche n'a pas changé, c'est le fait que *l'impôt* direct ou indirect pesant inégalement sur les citoyens est collecté par l'État, pour être ensuite distribué en fonction de ses politiques (peut-être aurais-je dû parler d'un État *fiscal-national-social*, en rejoignant les suggestions de Wolfgang Streeck). Mais à partir du dernier tiers du XXe siècle, cette structure elle-même s'est trouvée bouleversée : l'État est devenu de plus en plus dépendant de *marchés mondiaux* aussi bien pour ses ressources que pour ses politiques (substituant la dette à l'impôt), et il a entrepris, sous la pression de ces mêmes marchés (ou plutôt de ceux qui les dominent), de *démanteler progressivement* les services et les systèmes de droits sociaux qui faisaient sa légitimité politique.<sup>[7]</sup> C'est ce qu'on appelle le néo-libéralisme, dont on observe aujourd'hui les effets dévastateurs sur la confiance dans les institutions démocratiques.

À partir de là on comprend mieux comment opère le mot d'ordre de la « préférence nationale » qui est le cœur de l'idéologie populiste, et dans quelle crise à la fois institutionnelle et psychologique il s'enracine : plus les citoyens *perdent* les droits et services qui leur étaient antérieurement procurés ou idéalement promis, plus ils trouvent insupportable que ces mêmes droits et services soient (même très maigrement) fournis à des individus qui ne *devraient pas faire partie* de la « communauté nationale » si on s'en tient à des critères d'origine et de généalogie. Et plus ils tournent leur ressentiment contre l'État, en exigeant des preuves visibles de ce que l'État « leur appartient » (de même qu'ils appartiennent à l'État, c'est-à-dire dépendent de lui), et que cette propriété leur confère une *priorité* dans l'utilisation de ses services.

Ces preuves consistent en expulsions, discriminations, stigmatisations, violences exercées contre les *bénéficiaires indignes*. Pour qu'il en aille autrement, il faudrait à la fois que la trajectoire de diminution des droits et d'appauvrissement des services publics se trouve inversée, de façon à justifier leur *universalité*, et que la représentation de l'appartenance au corps des citoyens (ce que la tradition républicaine appelle la « nation ») se détache du schème de la *propriété* pour entrer dans celui de la *participation* à la « chose commune ».

Ces deux mutations véritablement révolutionnaires par rapport au cours actuel des choses, qui ne se décrètent pas, même s'il importe au plus haut point à une politique de gauche cohérente avec elle-même d'en formuler l'objectif et de travailler à en créer les conditions, tout particulièrement au moyen de réformes *fiscales* (d'où la férocité de l'affrontement actuel sur les « niches » d'exemption et l'évasion fiscale), mais aussi dans les représentations dominantes de la *communauté nationale*.

4) Ce qui me conduit à ma dernière remarque, en un sens la plus importante et la plus délicate de toutes. J'y tiens d'autant plus que, sous l'effet d'une tradition internationaliste à laquelle j'avais adhéré dans ma jeunesse sous l'effet des guerres coloniales, solidaire du privilège historiquement accordé à la lutte des classes comme fondement de la politique démocratique, ensuite prolongée par d'autres mouvements d'émancipation intrinsèquement transnationaux ou conduisant à remettre en question le contrôle des populations par des instances étatiques « souveraines », j'avais eu tendance à considérer que la *forme-nation* (donc l'équation de la *citoyenneté* et de la *nationalité* qui en est le corrélat) est toujours du côté des *obstacles* à la justice, à l'égalité et à la liberté plutôt que de leurs conditions. Ce qui conduisait à mésestimer les raisons qui avaient conduit le Front Populaire (notamment chez les communistes) à revendiquer le patriotisme (avant même qu'il s'impose comme l'âme de la Résistance et de son « Conseil national », point culminant de l'antifascisme).

La confrontation que nous impose aujourd'hui le discours populiste dont toutes les catégories et tous les sous-entendus pointent vers le « nationalisme intégral » (Charles Maurras), doit nous conduire à réexaminer complètement cette évaluation. L'alternative n'est pas entre une émancipation ou un égalitarisme « cosmopolitiques » et un nationalisme exclusif et xénophobe, mais entre *deux conceptions de la nation* (dont l'une est ouverte sur le cosmopolitisme, l'autre non), deux façons de la construire institutionnellement

comme une communauté d'intérêts et de valeurs, et deux façons d'articuler son « indépendance » avec des réglementations supranationales (dont la plus importante devrait aujourd'hui concerner la lutte contre le réchauffement climatique), mais aussi avec des circulations de personnes, de langues et de références culturelles qui viennent de toutes les parties du monde.

De même qu'il y a un discours populiste et un discours populaire, de même il y a une façon de construire la nation qui ignore sa multiplicité et son histoire réelle au profit de « lieux de mémoire » fétichisés, de traditions régionalistes de convention et de critères d'appartenance idéologiques discriminant entre les « vrais » et les « faux » nationaux, et une façon de la construire qui se fonde sur ses composantes *réelles*, dont la multiplicité à un moment donné de l'histoire est irréductible à un type unique et renvoie à de multiples relations entre son « intérieur » et son « extérieur ».

Une telle conception évolutive ne récuse pas toute « identité » collective, mais elle cherche à faire émerger le « nous » à partir des relations de réciprocité, des intérêts communs, et de la plus grande capacité de les atteindre que confère la totalisation des différences, même lorsqu'elle comporte des difficultés et des conflits. Il est d'ailleurs remarquable que la majorité des demandes de reconnaissance (ou de « respect ») qui proviennent aujourd'hui des « quartiers » en révolte contre le racisme et l'exclusion aille précisément dans ce sens. Mais il serait tout à fait illusoire de croire qu'il suffit de faire voir cette réalité pour délégitimer la conception exclusive de la nation à laquelle s'identifient les électeurs du Rassemblement National et qui s'exprime dans l'obsession de la « catastrophe migratoire » qu'il faudrait conjurer par les moyens les plus brutaux<sup>[8]</sup> : car cette obsession est la contrepartie du sentiment de l'impuissance collective qui s'est emparé de masses de citoyens en butte à l'insécurité et à la peur.

Le peuple « manque », mais selon deux modalités antithétiques : dans un cas son absence est obstinément *déniée* dans la forme d'une proclamation d'appartenance à la nation idéale dont tous les ennemis intérieurs auraient été éliminés, alors que dans l'autre il est *affronté* comme le projet constamment relancé, « utopique » en ce sens qu'il contredit l'ordre social dominant, mais fondé sur des rapports sociaux actuels, de faire tenir ensemble les « masses » hétérogènes de citoyens qui ont le même intérêt à sortir de l'impuissance dans un monde d'incertitude et d'inégalités extrêmes. Peuple contre peuple, nation contre nation, communauté contre communauté. Et, dans notre situation d'aujourd'hui, « front » contre « front » (même déguisé en « rassemblement »).

### **Pour un « contre-populisme » : puissance d'agir, autonomie, service public**

Je voudrais récapituler ce que j'ai essayé ici de proposer et l'ouvrir à la discussion en quelques propositions schématiques.

Le populisme tel que l'incarne le Rassemblement national avec des caractéristiques françaises mais dans le cadre d'une tendance politique beaucoup plus large, à l'œuvre aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, au Nord et au Sud, est un *fascisme en puissance*. Il en comporte déjà beaucoup de traits mais se *retient* d'y glisser complètement à la fois par tactique et parce que les conditions d'une mise en mouvement des masses dans une idéologie nationaliste intégrale éliminatrice des « ennemis de l'intérieur » ne sont pas toutes réunies (les choses sont beaucoup plus avancées de ce point de vue dans l'Inde de Modi ou l'Amérique de Trump).

Mais cette évolution n'est pas réversible par ses propres forces. Il est clair qu'elle serait au contraire accélérée par l'arrivée du RN aux commandes de l'administration d'État, du fait de l'excès de pouvoir que celle-ci confère à ses détenteurs autant que des obstacles et des échecs auxquels elle se heurterait, dans une spirale d'exacerbation sans limite. La seule façon d'en bloquer le cours est de lui opposer un *contre-populisme* conscient et organisé tel que celui auquel tend implicitement le projet de « nouveau front populaire ». Un contre-populisme n'est pas un « populisme à l'envers », en miroir. Bien qu'il se propose lui aussi de « trouver le peuple », et de construire une communauté nationale, il doit procéder par des voies radicalement différentes.

Le cœur de la différence réside dans le fait que le populisme, et a fortiori le fascisme, ont pour principe *l'institution de la passivité des citoyens*, même et surtout cette passivité bruyante, violente, qui imprègne la participation à des manifestations nationalistes ou à des rassemblements de campagne, puisque leur principe est la *répétition* du discours et des slogans proposés par les dirigeants. Le populisme ne *surmonte pas* l'impuissance collective qui est à son origine, au contraire il la redouble et l'enferme dans un cercle infranchissable, en *masquant* la peur sous la haine et la brutalité. Il serait tout à fait illusoire de s'imaginer qu'une telle logique est absente des mobilisations qui se réclament de l'antifascisme mais versent à l'occasion dans un rapport mimétique avec lui : l'histoire passée et même récente offre abondance d'exemples du contraire. Mais l'efficacité et l'authenticité de la lutte résident dans l'invention d'une autre façon de pratiquer la politique de masse : celle qui *augmente la puissance* des « gens ordinaires » et leur offre la possibilité de se libérer de la peur par l'activité, la solidarité, l'autonomie (et donc la capacité de *discuter* les objectifs mêmes de la lutte et les modalités de leur poursuite). Une autre façon de formuler cette thèse consiste à rattacher la différence du « populiste » et du « populaire » à la pratique d'une *citoyenneté active*, expérimentant en son sein la démocratie même qu'elle cherche à défendre (d'où la tension permanente avec la « forme parti » dont il est probable cependant que la politique ne peut pas se passer, au sein des institutions parlementaires et en dehors d'elles).

On aboutit au même résultat en conjoignant l'idée de la construction d'un « front populaire » avec celle d'une *intersection de mouvements* telle que (reprenant une formule de Michel Feher au prix d'un « renversement » de sa perspective minoritaire en perspective majoritaire) je l'ai introduite ci-dessus : les mouvements ne peuvent pas fusionner, ni même s'inscrire dans des cadres hiérarchiques englobants, il faut au contraire qu'ils prolifèrent et se disséminent pour couvrir tous les problèmes, tous les objectifs d'émancipation qui surgissent des expériences négatives ou affirmatives (souffrances et créations) de ladite « société civile ». Mais il faut aussi qu'ils convergent et s'additionnent dans la construction d'une résistance commune à l'autoritarisme, au populisme, au fascisme.

Cette unité ne se décrète pas, elle se découvre et se construit dans des *lieux de confrontation* de leurs idées et de leurs porteurs, qu'on peut appeler des « assemblées » ou de tout autre nom qui a déjà servi dans l'histoire à nommer la spontanéité du rassemblement et l'essai d'une démocratie de base, participative et non simplement représentative : « conseils », « comités », « forums »... Ne nous racontons pas d'histoires cependant, le surgissement et la durée de telles assemblées sont toujours hérissés d'obstacles, ils représentent par eux-mêmes un objectif de constitution du « peuple » qu'il faut essayer d'atteindre comme tel, non seulement en raison des répressions ou des prises de contrôle dont ils peuvent faire l'objet, mais en raison de la *distance* que leurs participants doivent franchir pour se rejoindre et faire naître le commun : qu'il s'agisse de distance spatiale et culturelle (les « quartiers » ne sont pas voisins des universités, même dans la banlieue parisienne, pas plus que les exploitations agricoles ne sont vraiment voisines des « zones à défendre ») ou de distance anthropologique (celle des genres et des sexualités, celle des âges et des générations, celle des formations et des professions), enfin de la distance entre les « mouvements » eux-mêmes, avec leurs histoires singulières et leurs codes de reconnaissance. L'hypothèse d'un « front populaire » constitue en elle-même une grande *utopie* de la rencontre entre toutes ces expériences et de leur conversion en un « mouvement de mouvements ». Sans elle rien ne peut avoir lieu, mais avec la proclamation de son urgence les difficultés ne font que commencer.

En inscrivant au centre de son « programme » en vue des élections et de son gouvernement à venir, à côté de plusieurs autres objectifs essentiels dans l'ordre de la justice économique et sociale et de la défense de la démocratie, le principe d'une restauration et d'une extension des *services publics* (c'est-à-dire de la santé publique, de l'éducation, de la culture indépendante des monopoles commerciaux, de la justice accessible à tous, de la police de proximité, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, des transports à bon marché et de l'énergie non polluante), le Front populaire touche au cœur de ce qui, dans les dernières décennies, sous l'effet des politiques néo-libérales d'austérité et de privatisation, est devenu l'une des principales causes de développement des inégalités, donc de précarisation (non seulement comme paupérisation mais comme « exclusion » ou comme ce que Robert Castel avait appelé, à propos des habitants des banlieues et notamment des jeunes chômeurs, la *désaffiliation*)<sup>[9]</sup>, et dont, après bien d'autres,

j'ai cru pouvoir faire le socle du sentiment d'*insécurité* sur lequel prospère l'offre idéologique et affective du Rassemblement National. Les services publics ne sont pas « l'État », entre autres parce que leur fonctionnement et leur utilité dépend d'abord de la conscience professionnelle et de l'empathie de ceux et celles qui les procurent aux malades, élèves, spectateurs, habitants, justiciables, bref aux citoyens. Il n'en reste pas moins que, dans une société comme la nôtre, ils n'existent pas *sans l'État*, qui les finance par l'impôt ou d'autres contributions et les encadre juridiquement, et ainsi les incorpore à son organisme proliférant (que les philosophes ont comparé à un grand monstre mythologique).

Avec cette remarque, nous introduisons donc une autre tension au cœur de la problématique du Front Populaire : celle qui oppose un principe d'utilisation et donc de renforcement de l'État (en particulier contre la « désétatisation » mise en œuvre par le néo-libéralisme, qui est évidemment une désétatisation sélective) à un principe de libération de l'autonomie des individus et des capacités d'auto-organisation ou d'autogestion de la société et de ses mouvements. La tradition socialiste et plus généralement celle de la gauche intellectuelle et partisane n'a cessé d'osciller ou de chercher des compromis entre les termes de cette antithèse, dont je suis tenté de dire qu'elle est constitutive de *la politique* en tant que pratique collective, « gouvernement de soi et des autres » (pour parodier Foucault). L'idée du Front Populaire est aussi de ce point de vue l'idée d'une solution dynamique de la contradiction, qui la transforme en la travaillant. Mais ceci ne viendra qu'après, s'il y a un après, c'est-à-dire si nous réussissons à faire reculer l'extrême-droite dans dix jours. Il n'y a pas d'autre urgence.

[Étienne Balibar](#) - Philosophe

[1] À dessein je n'inclus pas les manifestations des agriculteurs, le mouvement de solidarité avec la Palestine, la mobilisation contre l'antisémitisme et, symétriquement, contre l'islamophobie, d'autres encore qui ne me semblent pas avoir acquis la même capacité de structurer des demandes collectives d'émancipation, mais on peut discuter.

[2] Engin Isin, « Theorizing acts of citizenship » in Engin F. Isin and Greg M. Nielsen (eds), *Acts of Citizenship*, Palgrave Macmillan, 2008.

[3] Communiqué de presse des quatre partis de gauche proposant la formation d'un « Nouveau Front Populaire écologique et social », en date du 10/06/2024 : « Pour une réponse républicaine au risque démocratique ».

[4] C'est aussi une façon de s'attaquer à la racine du discours mystificateur qui présente l'affrontement entre le « rassemblement national » et le « front populaire » comme un combat entre « deux extrémismes » symétriques, largement diffusée par les politologues du « centre ».

[5] Georges Bataille, *La Structure psychologique du fascisme*, Éditions Lignes, 2009 [1933].

[6] Olivier Schwartz, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine » in *La vie des idées*, 22 septembre 2009.

[7] Wolfgang Streeck, *Du temps acheté : La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Gallimard, Collection NRF Essais, 2014.

[8] C'est-à-dire des moyens encore plus brutaux que ceux qui sont mis en œuvre actuellement à l'échelle européenne. On aura noté avec intérêt la présence sur la liste du Rassemblement National (en troisième position) de Fabrice Leggeri, ancien directeur de l'agence Frontex, responsable de milliers de morts en Méditerranée, par ailleurs sous le coup d'enquêtes pour prévarication et violences dans l'exercice de son mandat.

[9] Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Gallimard, 1995.